## UN PLAN PLURIANNUEL DE RECRUTEMENT **EN CDI À PÔLE EMPLOI S'IMPOSE**

Le PLFI (projet de loi de finance initial) 2020 a été construit sur des bases politiques que nous connaissons tous : pas de déficit budgétaire global au-dessus de 3% du PIB, taux d'inflation limité, nécessité de maitriser (voire diminuer) les dépenses publiques, importance d'un taux de croissance élevé... Bref, les recettes néolibérales que nous subissons depuis de nombreuses années.

Avec la crise sanitaire que nous vivons, tous ces critères ont volé en éclat, comme par magie, dans les PLF rectificatifs. Désormais, la règle du « quoi qu'il en coûte » est de mise : les milliards pleuvent pour sauver Air France, Renault, pour acheter des masques à prix d'or en Chine (après avoir délocalisé plusieurs entreprises stratégiques),... Mieux encore, les plus libéraux parmi les libéraux ont découvert des vertus insoupçonnées au Service Public (Hôpitaux, EHPAD...), à l'Etat providence....

Notre modèle social, bien que raboté par des années d'attaques néolibérales permet tout de même de soutenir les plus fragiles de nos concitoyens et entreprises en cette période... Mais à quel prix humain et dans quelles conditions?



Au SNU nous ne cessons de dire depuis des années que le Service Public n'est pas une charge mais une chance pour notre pays

**PLUS QUE JAMAIS NOUS AVONS BESOIN** DE RENFORCER LES SERVICES PUBLICS

Nous constatons que dans les PLF rectificatifs le plafond d'emploi dans les Services Publics n'a pas bougé depuis décembre dernier! Cela supposerait donc qu'aucune création de postes n'est prévue à l'hôpital, dans l'éducation, les finances publiques ou encore à Pôle emploi... Pour le SNU, le verrou du plafond d'emploi présent dans les Services Publics – et donc à Pôle emploi – doit sauter.

## LE SNU EXIGE DES EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES EN CDI À PÔLE EMPLOI

- ◆ Parce que la crise que nous vivons démontre que nos effectifs sont sous dimensionnés
- ◆ Parce que nous refusons la proposition sidérante de l'appel aux retraités de Pôle emploi
- ◆ Parce qu'il y a urgence à titulariser les précaires de Pôle emploi
- ◆ Parce que les chiffres du chômage ont explosé : 246 100 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits en mars soit une hausse de + 7,1% : du jamais vu depuis les premières analyses réalisées en 1996!
- ◆ Parce que nous sommes au maximum de ce que nous pouvons accepter de la dématérialisation à Pôle emploi
- ◆ Parce que nous voulons rendre un service de qualité à nos usagers, demandeurs d'emploi et entreprises, dans le respect le plus strict de nos conditions de travail



Le monde d'après se construit maintenant. Soyons réalistes, exigeons l'impossible!